Pour le CSA et le droit à la ville

Depuis sa prise de pouvoir, le gouvernement Arizona a intensifié et accéléré des politiques néolibérales et racistes. Contre celles-ci, le mouvement social (syndicats, société civile, collectifs autonomes...) lutte de bien des manières.

Le Centre Social Autogéré (CSA), ouvert à Liège le 4 avril dernier, crée un lieu concret de résistance à ce gouvernement qui attaque de front nos droits fondamentaux.

Ce collectif participe à construire ce que nos partis politiques détruisent depuis des décennies : les liens de solidarité et les pratiques de soin. Aujourd'hui, le CSA de Liège est menacé d'expulsion. Le CSA doit être défendu, car il permet l'organisation et la défense de nos droits fondamentaux.

I) Contre l'Arizona et son monde

Le caractère toxique et brutal du gouvernement Arizona a déjà été analysé en long et en large : politique raciste et déshumanisation des personnes en situation de migration, destruction de la sécurité sociale, stigmatisation des pauvres et des malades, répression des mouvements sociaux, militarisation de la société, investissements massifs dans le secteur de l'armement, une culture de plus en plus inaccessible, des subsides supprimés, un coût des études qui augmente, etc. Pour de nombreuses personnes, ces réformes signifient davantage d'insécurité, de difficultés à se loger, à se nourrir, à étudier ou simplement à vivre. Elles créent de l'isolement et de la détresse matérielle comme psychologique.
Ce gouvernement construit et réprime de plus en plus violemment des ennemis intérieurs (personnes en situation de migration, précaires, jeunes, trans, antifas, musulman.e.s, etc.) et participe aux guerres impérialistes à l'extérieur. Toutes ces mesures, présentées comme des nécessités budgétaires ou de sécurité, protégent les bourgeois et les revenus du capital tout en précarisant le reste de la population selon une logique néolibérale et impérialiste. Les mesures mortifères (cessons de dire "austéritaire") décidées par l'Arizona, nous détruisent, à Liège et ailleurs ; elles nous détruisent, nous, nos communautés et nos lieux de vie.

II) De l'Arizona à Liège,... un seul pas.

Dès son ouverture le CSA a déclaré sa résistance à l'Arizona et à son monde. Son ouverture se situe aussi dans le contexte spécifique de la ville de Liège, dirigée depuis 50 ans par le PS et depuis 25 ans par un même bourgmestre qui se félicite de « rééquilibrer la diversité à Liège, en faveur des personnes plus aisées » au détriment des classes

populaires. Galeries marchandes, commerces kitsch pour bourgeois, fast-food pour la jeunesse, quartier des affaires aux façades vitrées, gare dernier cri pour plusieurs centaines de millions d'euros, espaces de coliving pour jeunes cadres, prix de l'immobilier qui grimpe en flèche, gentrification et réaménagement de quartiers populaires, le tout sur fond de chasse aux sans-papiers et aux sans abris, et d'harcèlement policier à l'égard des jeunes racisé.es et des personnes marginalisées, voilà vers quoi Liège va. Une ville qui se construit pour le profit et pas pour ses habitant·es. C'est dans ce contexte, mais aussi celui d'une ville qui sait se défendre, avec un tissu associatif et militant important et déterminé, que s'organise la réquisition populaire du CSA.

III) Ni spéculation, ni financiarisation

Le Centre Social Autogéré de Liège (CSA) a pris place dans une ancienne maison de retraite, La Résidence Quentin, fermée et inoccupée depuis environ quatre ans. Le batiment appartient à Lemon group, un promoteur immobilier, qui prévoit de le transformer en projet de co-living. L'occupation du batiment s'oppose à la spéculation sur les batiments vides et est déterminée à empêcher l'implantation du coliving en ville.

Qu'est-ce que le coliving ? C'est la dernière astuce en date du capitalisme immobilier pour maximismer ses profits à partir d'un batîment en le divisant en plein de petites chambres avec des loyers parfois astronomiques (une chambre de 15m2 peut être louée plus de 1000eu par mois). Évidemment le coliving se présente sous un vernis cool (lgbtqi friendly), social (habitat "partagé" et intergénérationel) et écolo (logement durable où habiteront les jeunes cadres qui travaillent dans des boites écocidaires). C'est aussi la pointe avancée de la financiarisation du logement et de la dérégulation des normes urbanistiques. Le mode de la location se calque sur le mode de la réservation airbnb pour faciliter l'installation et le départ des jeunes cadres. Bref c'est un type d'habitat qui dépersonnalise la ville, encourage l'installation de jeunes cadres déconnectés des réalités matérielles de leur existence et détachés d'une attache affective à la ville. Ce type de projet immobilier augmente la pression foncière et participe à l'augmentation des loyers dans les quartiers où il s'implante.

IV) Répondre pour et par nous-même

Le CSA a choisi une autre voie pour le centre-ville : rendre immédiatement ce batiment utile à celles et ceux qui en ont besoin. C'est une réponse conséquente et concrète à des choix politiques qui laissent des besoins essentiels sans réponse. Le lieu est géré collectivement et horizontalement, il est mis à disposition de collectifs non subsidiés. Des personnes s'y réunissent et organisent de multiples activités renforçant les liens de solidarité :

- une permanence d'entraide sociale ; une permanence psy ; des séances de kiné

- une cantine solidaire et des repas à prix libre ; une donnerie de vêtements ;

- une salle d’étude ; une bibliothèque ; un espace sport,
- des ateliers d’écriture, de musique, de couture, de danse, un ciné-club, des présentations de livres et des conférences
- une garderie collective.

L’espace permet également d’accueillir de grandes assemblées et offre des lieux de stockage.

Le CSA organise la solidarité populaire, crée des rapports entre les gens qui se veulent non marchands et égalitaires, ainsi que d’autres manières de nous rapporter à la subsistance, à nos capacités de nous nourrir, nous vêtir, nous loger, etc... Le CSA est investi par des personnes de tous âges et horizons, désireuses de ramener la solidarité et la vie en ville là où d’autres spéculent sur le vide et ne jurent que par le profit.

Remplir le vide par la solidarité

A Liège, il faut défendre le CSA. Et ailleurs, dans chaque ville, nous invitons chacun.e à multiplier urgemment les initiatives de riposte face aux machines du pouvoir (capitaliste, patriarcale, raciste/impérial, écocidaire). Dans chaque ville, chacun.e doit s’opposer aux spéculateurs ; dans chaque ville la réquisition populaire doit répondre aux politiques mortifères.

Ici, ceux qui veulent nous déloger attendent le bon moment (inflation des loyers, arrivée du tram, absence de logements sociaux) pour lancer un projet de coliving. Nous nous opposons à un tel projet et à tout ce qu’il symbolise. A l’heure où des canicules nous rappellent l’urgente nécessité de repenser l’organisation de la vie en ville selon des principes de solidarité populaire, le CSA doit avoir une place au coeur de la ville. Le CSA est un lieu de refuge, de soin et de résistance face à l’offensive néo-libérale et la répression politique qui nous méprise et nous appauvrit toujours davantage au profit des plus riches.

Nous soutenons le Centre Social Autogéré et les initiatives qu’il abrite, affirmons la nécessité d’un tel lieu pour notre ville et lui témoignons notre solidarité.

Nous appelons la Ville de Liège à tout faire pour qu’il puisse perdurer et que les usager.ère.s de ce lieu puissent rester dans le batiment.